

La fonction publique n'est pas une variable budgétaire !

Quand une déclaration de politique régionale et communautaire considère que « les services publics sont des instruments fondamentaux pour lutter contre les inégalités croissantes » et souhaite « une fonction publique efficace, impartiale et forte », il s'agit visiblement de propos juste destiné à endormir le banc syndical sur les mesures qui seront d'application pour les 5 prochaines années à venir par des Gouvernements dont la part sociale est du Canada Dry !

La lecture de la DPR et de la DPC nous apporte une forte impression de déjà vu même si, depuis la précédente, l'électeur s'est rendu aux urnes.

Au final, on continue la politique entamée par le GW MR-CDH :

- On parle de privilégier le statut mais à la ligne suivante, on relance la carrière des contractuels ;
- Alors que le privé abandonne les NWOW avec leur lot d'open space, flex desk, télétravail et autres, on poursuit dans l'idée de mettre celles-ci en place dans l'administration.

On nous parle également de maintenir les enveloppes de personnel, mais à aucun moment on ne s'interroge sur le mal être des agents de la fonction publique ensuite des différentes cures de dégraissage et du remplacement limité des agents.

On va analyser le fonctionnement de l'administration, évaluer la charge de travail des agents, augmenter l'informatisation et la numérisation, pour au final effectuer des transfusions exsangues d'un service vers un autre. Qu'arrivera-t-il quand certains services n'auront plus de jus pour fonctionner ??

Les services dits « continus » sont les grands absents de la DPR et de la DPC. Ils sont pour nous essentiels à la pérennité et à la qualité du service rendu à la population.

On va encourager le télétravail et le coworking !! Alors que toutes les études actuelles montrent un lien entre télétravail et burn out.

L'expérience de services du fédéral n'a pas servi de leçon... Pauvre Wallonie...Pauvre Communauté française...

Par contre, on relance le certificat de management et on va encore dépenser l'argent du contribuable pour une poignée de privilégiés issus de l'administration ou du privé qui vont « manager » l'administration à grand renfort de tableau de bord sans rien comprendre au métier que nous exerçons. On va même plus loin, puisqu'il va y avoir les super mandataires avec l'imposition des modules techniques supplémentaires pour « les mandats nécessitant une expertise de haut niveau plus spécifique » ... On se croirait chez France Telecom en espérant qu'on s'arrêtera avant les drames humains !

On relancera de cette façon les mandats pour continuer à creuser dans les dépenses publiques pour une pseudo expertise et une pseudo transparence. Les mandataires actuels sont tous rattachés à une couleur politique comme avant...Ceci n'entache en rien la valeur de certains mais pas tous...

On avait les évaluations sur base des objectifs maintenant on va avoir une évaluation orientée sur les résultats. Ce qui change c'est que là où avant nous avions une obligation de moyen, on risque d'avoir une obligation de résultat. Et quoi si on ne les atteint pas, quelle sera la sanction ?

Tiens ! On veut limiter la flotte des véhicules de service pour privilégier l'usage des transports en commun. Va-t-on enlever les voitures de nos chers mandataires ?? A creuser, c'est une idée d'économie. Non ?

Le grand gagnant de la DPR est le Secrétariat général qui va voir son rôle renforcé puisqu'il va absorber une partie de l'ancienne DGT et avoir sous son autorité un « CIO » qui lui-même aura « une haute autorité » sur l'ensemble des directions générales en matière d'IT. Les « managers » n'auront qu'à bien se tenir...

Toujours dans la DPR, les titres-services font leur grand retour et seront élargis au transport des enfants de 3 à 11 ans ainsi qu'à l'accueil de ceux-ci. Cependant, la question du transport scolaire n'est pas abordée et cette mesure est au regard du décret mobilité et du pacte scolaire, illégale !! En outre, est-ce à dire que l'on va confier cette compétence au privé parce que le titre-service, c'est des entreprises privées...

Pour ce qui est des aéroports, la DPR parle de la sécurisation des plateformes. On espère que la sûreté et la sécurité des aéroports wallons sera réalisé par le SPW et que toutes les missions seront réinternalisées mais avec le MR au pouvoir, on ne peut pas en être certain...

En matière de patrimoine, il est prévu « d'évaluer le fonctionnement de la nouvelle Agence du Patrimoine (AWAP), et **le cas échéant** (donc aucune garantie), apporter les ajustements nécessaires au terme de cette évaluation ». La CGSP entend lever le doute sur la nécessité urgente d'apporter des ajustements structurels et organisationnels.

Bref alors que la CGSP et la CSC ont déposé trois préavis de grève jusqu'en décembre pour des soucis de manque de personnel, pour des soucis de management, les négociateurs dans leur tour d'ivoire, ont décidé de leur coller une grosse claque mais qu'ils sachent que les fonctionnaires ne tendront pas l'autre joue !

La DPC est dans la même veine. En matière d'enseignement, le personnel PAPO est encore et toujours oublié alors qu'ils ont, faut-il le rappeler, les salaires les plus bas de la FWB... On parle quand même d'une concertation forte, ce qui a été pratiquement défendu durant les cinq dernières années.

Les cantines auront des menus adaptés, en voilà une excellente idée, mais qui va s'y coller ? A l'heure, où le secteur manque cruellement de bras, il faut du personnel !

De même, on veut renforcer le rôle de l'inspection culturelle. C'est illusoire sans engagement de personnel... Actuellement, ce sont des emplois Rosetta !!!

Le nombre de stage ADEPS sera augmenté, une belle perspective en soi, mais avec quel personnel ? Ce sont encore les ASBL et donc le secteur privé, qui va profiter de ce souhait au détriment de la fonction publique.

Au niveau aide à la jeunesse, dans les intentions, on parle de renforcer, de veiller à maintenir, ... Il est primordial de créer une section pour les jeunes « incasables » souffrant de problèmes psychiatriques. Il en va de même avec la création d'une section pour les « dessaisés » à l'attention des filles.

On attend avec impatience l'ouverture de l'IPPJ de Bruxelles. Donc, on est plus dans l'augmentation plutôt que le maintien du nombre de places. Le tout n'est réalisable sans le remplacement 1 pour 1 du personnel ainsi que les renforts des services continus.

Le champ d'action du CAPREV sera élargi mais a-t-on réfléchi à lui donner les moyens humains nécessaires ??? La DPC n'en dit mot.

Enfin, cerise sur le gâteau du futur nouveau GW, la partie fonction publique est imbuvable.

On parle de transparence en matière de gouvernance et on annonce le contraire dans les actes. « Nouvelles enveloppes du personnel », ce qui signifie évidemment la fin des organigrammes réclamés depuis longtemps en FWB...

Stéphane JAUMONET,
Secrétaire fédéral

Stéphane STREEL,
Secrétaire fédéral